



Hier







Cela remonte à quand, cette belle aventure ?

À la fin de mes études agricoles, je souhaitais m'engager dans une action humanitaire en Afrique, déjà autour du concept de jardins d'autosuffisance. Des amis, Gilles Willem, Michel Chevallier et Danielle Gautraud, au chômage eux aussi à ce moment-là, m'ont posé cette simple question : « Pourquoi aller si loin ? Il y a aussi du boulot ici. » Cela se passait pendant l'hiver 1985, à l'avènement des Restos du cœur, et nous constatons que, dans une société du superflu, certains manquaient aussi de l'essentiel : manger à leur faim. En tout cas, c'est comme cela que les médias présentaient les choses. Étant nous-mêmes aux minima sociaux, nous appliquions au quotidien des stratégies d'autoproduction, et ça ne se passait pas si mal. Et puis, nous étions partagés entre l'enthousiasme lié à ce grand élan de générosité et l'impression désagréable que se mettait en place un nouveau processus d'assistanat, plutôt qu'une vraie solidarité : on donne aux pauvres le surplus d'une politique agricole aberrante...

Tout en leur refusant les moyens de combler leurs besoins alimentaires de façon autonome et digne. C'est tout aussi choquant aujourd'hui au niveau mondial. Mais je t'ai coupé...





À l'époque, un jeune chef d'État du Burkina Faso, Thomas Sankara¹, faisait beaucoup pour son peuple afin de favoriser l'autonomie alimentaire de chaque village. À moi aussi, fournir de l'eau, des terrains et des binettes me semblait plus cohérent qu'une aide directe venue d'on ne sait où. Si, chez nous, les bénéficiaires des distributions alimentaires sont pauvres, la plupart ne sont pas en manque calorique — c'était vrai dans les années quatre-vingt et ça l'est aujourd'hui encore. Ils utilisent ces dons comme un complément indispensable à leur revenu. C'est autant de moins à acheter pour payer le logement loué à des tarifs prohibitifs. Les effets pervers de ces modes de redistribution sont nombreux. Un des premiers est la promotion d'une agriculture industrielle peu respectueuse de l'environnement. Dans ces années-là par exemple, les réfrigérateurs européens regorgeaient de beurre... Mais à quel coût, si l'on pense aux subventions publiques nécessaires pour le produire, le stocker, le transporter... et en fin de compte le donner ?

C'est vrai que cette politique agricole portait encore la marque de l'après-guerre et de ses privations. On parle moins aujourd'hui des chambres froides géantes remplies à ras bord, d'autant que la demande mondiale a tellement progressé que les réserves sont dangereusement faibles.

L'autre effet négatif de ces distributions est de conforter les plus fragiles d'entre nous dans des comportements d'assistance qui ne contribuent pas, c'est le moins que l'on puisse dire, à consolider leur capacité d'autonomie. Développer une politique d'autoproduction alimentaire est plus efficace à long terme.

¹ Chef d'état qui a mis en place des instances participatives qui assuraient la gestion des questions locales et organisaient les grandes actions comme la construction de puits, d'écoles, et de jardins. Ces équipements contribuèrent rapidement à la réduction de la malnutrition. Sankara est aussi connu pour la réintégration des femmes dans la société à l'égal des hommes, élément déterminant de la réussite de sa politique. Il fut assassiné au bout de quatre ans de présidence, lors du coup d'état déclenché par l'un de ses meilleurs amis...





En plus, le potager équilibre réellement la ration alimentaire en vitamines et en oligo-éléments. Rien à voir avec la nourriture de pauvre : nouilles et steak haché surgelé...

À la même époque, l'exploitation agricole de ma mère se libérait à Montcaret². Notre équipe d'excités pouvait se retrouver sur un lieu, rassembler ses allocations, pratiquer sur elle-même les principes qu'elle prônait et semer la « bonne parole » dans les quartiers de la périphérie bordelaise, à moins d'une heure de route. C'est comme cela que nous avons créé, le premier avril 1986, l'association Les Jardins aujourd'hui... Nos statuts n'étaient pas encore déposés que déjà deux journalistes parlaient de notre initiative sur France-Inter, Patricia Beucher et Jean-Paul Collaert. Tu fus d'ailleurs, je crois, le premier cotisant en dehors des fondateurs.

Un bon placement, que je ne regrette pas ! Rappelle-moi : était-ce dès le départ des projets bien ficelés ?

Non. Aucun d'entre nous n'avait véritablement d'expérience associative ou de contact avec les travailleurs sociaux, et encore moins avec des élus. Nous étions déterminés, mais aussi pleins de préjugés. Pour nous, les pauvres vivaient uniquement en ville, dans les HLM des cités « débraillées ». Pour proposer notre idée, nous faisons simple, comme pour vendre nos fraises : directement en bas des immeubles, quasiment à la criée. Rapidement, nous avons rencontré des travailleurs sociaux, particulièrement des conseillères en économie sociale et familiale de l'ancienne école.

C'est-à-dire ?

Des femmes qui savaient rentrer dans la cuisine d'une famille, ouvrir les placards et dire « bon, qu'est-ce que l'on peut faire

² En Dordogne, à 15 km à peine de Sainte-Foy-la-Grande où se trouvent les bureaux de SaluTerre. Si Éric est un grand voyageur, il sait rester fidèle à sa région.





avec tout cela ? » L'une d'elles avait monté un atelier cuisine au centre social du Grand Parc à Bordeaux. Je pense que notre bon sens « paysan », notre fraîcheur, et surtout la pertinence de nos propositions de jardins pour résister à la crise sociale, ont fait qu'elles ont été nos premières véritables interlocutrices opérationnelles. Je me souviens aussi d'un travailleur social qui était chargé de récupérer les impayés d'un bailleur social... Toutes ces personnes nous ont introduits dans le milieu du travail social de terrain. Le fait d'aller vers les habitants — plutôt que d'attendre dans un bureau — a été déterminant et structurant pour notre méthode de travail.

Donc, l'idée de jardin d'autoproduction et de proximité progresse à ce moment-là...

D'autant mieux qu'en parallèle, le dispositif « pauvreté précarité » craquait de toute part. Il consistait principalement à distribuer des subsides de secours à l'issue de tout un processus de sélection. L'idée de RMI faisait son chemin, amenant le concept de contrat entre la personne précaire et la collectivité : du donnant/donnant et non du donnant/avilissant. La notion de dignité qui émanait des jardins a été très bien accueillie par les travailleurs sociaux et par les personnes elles-mêmes.

Une anecdote pour mieux comprendre ?

Lors de la création en 1987 de notre premier jardin au Grand Parc à Bordeaux, j'avais pris de la ficelle et des piquets pour diviser le terrain en autant de parcelles que de candidates aux jardins — en l'occurrence un groupe de femmes qui cuisinaient ensemble au centre social. Elles m'ont dit : « Mais qu'est-ce que tu fais ? Nous, on veut se retrouver deux fois par semaine, sans les enfants dans les pattes, pour bosser mais aussi pour rigoler ensemble ! Alors retire tes ficelles, et faisons un grand jardin... » Ma notion de jardin collectif était née !





Tu dois donc beaucoup à cette démonstration spontanée des bienfaits de la concertation. Un autre exemple ?

Dans le même temps, à Sainte-Eulalie, en banlieue bordelaise, nous abordons une communauté de Turcs qui habitent une cité plus que décrépite à l'époque. Ils avaient revendiqué spontanément des jardins. Nous conversons longuement avec eux, et convenons d'aller négocier du terrain. Après de longues discussions, nous allons voir les élus pour leur exposer l'idée. Imagine leur tête ! Ils n'étaient pas contre, mais ils n'avaient pas de terrain à proposer. Pourtant, des vaches baguenaudaient quasiment au pied des immeubles. Je discute avec l'agriculteur, plutôt favorable au fait d'allouer des terrains à des pauvres en général, « pour qu'ils sortent des légumes à la sueur de leur front ». Mais quand il comprend que c'est pour les habitants de la cité, il se referme comme une huître. De fait, jamais ces jardins n'ont abouti, malgré la demande pressante des habitants. Analyse faite au regard de l'expérience acquise, je sais désormais que la construction du cadre politique n'avait pas été faite. À dater de ce ratage, nous avons toujours contacté les élus au plus tôt — quand ce n'est pas eux qui le faisaient — pour les impliquer le plus en amont possible et donner ainsi une crédibilité politique indispensable au projet.

Quel a été le déclic pour « faire autrement », en particulier pour amorcer cette démarche de concertation ?

Nous l'avons adoptée sans le savoir. Je tiens à rappeler qu'aucun de nous n'était issu du monde social, et c'était notre chance : pas de formatage. On allait simplement à la rencontre des personnes directement concernées. Je n'étais pas timide, et mon ami Michel Chevallier était très direct. Nous avons bêtement essayé l'information par les journaux, les tracs dans les boîtes aux lettres... pour nous rendre compte rapidement que ceux et celles que nous voulions toucher ne lisaient pas ! Le mieux était





de leur parler, d'où l'idée du porte-à-porte. Cela mettait à l'aise nos interlocuteurs, en tout cas les habitants et les travailleurs sociaux. Pour les élus et les techniciens — qui avaient conscience des conséquences de nos élucubrations potagères en termes de procédure administrative — c'était une autre histoire.

Quels sont les handicaps par rapport à une mise en projet plus classique, osons le mot : plus technocratique ?

Nous passions plus pour des animateurs socioculturels que pour des techniciens. Or l'aménagement du territoire dépend des techniciens. Nous avons donc mis très longtemps avant d'être crédibles. Un bataillon de normes régit l'aménagement par les collectivités, censées assurer la sûreté de l'équipement. J'ai parfois le sentiment qu'elles sont surtout avancées pour garantir la surprotection juridique des concepteurs au détriment de la fonctionnalité. J'ai vu des haies installées sur du plastique, recouvert ensuite d'écorces broyées pour le cacher au cas où, peut-être, on viendrait y mettre le feu...

Le bon sens jardinier permet en fait d'avancer avec une audace calculée, et de gérer l'espace en étant plus performant. De façon caricaturale, si tu laisses à un technicien la conception d'une haie sans avoir pris le temps de le faire adhérer au projet, tu te retrouves avec un mur végétal de cyprès de Leyland ou d'éléagnus, au mieux. Mets-le à l'écoute des jardiniers, et tu obtiens alors une haie champêtre faite d'osiers et de noisetiers, histoire de fournir des futurs tuteurs et liens pour les potagers. Ça n'est pas d'hier qu'on pratique ainsi à la campagne.

Tu as dû en rencontrer, des inepties de ce style !

Je n'ose pas citer tous les exemples de jardins familiaux dont les accès aux parcelles consistent en de véritables réseaux autoroutiers... où les véhicules sont interdits d'accès, cela va de soi ! Dans les faits, un tel aménagement est consommateur





d'espace pour rien, et impossible à entretenir, sauf avec des passages réguliers de désherbant, coûteux et anti-écologiques. L'argument bien-pensant est : « si jamais, quand même, un camion devait passer... » Eh bien non, Messieurs : concevez une circulation primaire pour les abords, et le reste en chemins pour grandes brouettes. Ce n'est pas parce qu'on y trouve des cabanes que les jardins doivent ressembler à des zones pavillonnaires !

De belles batailles en perspective...

Petit à petit, Franck David et moi avons acquis les compétences pour concevoir les équipements selon les règles de procédure des collectivités. Nous devons absolument maîtriser à la fois la culture « jardinière » et celle, technique, des équipements publics. C'est ainsi que SaluTerre est devenu un bureau d'études capable de réaliser la maîtrise d'œuvre partielle ou totale des projets. Cela nous permet de comprendre et d'assimiler les contraintes de tous les interlocuteurs des projets : élus, habitants, mais aussi techniciens.

On peut dire que vous avez été vécus comme des empêcheurs de bêcher en rond.

On peut le dire ! Les premiers directeurs de services espaces verts que j'ai rencontrés étaient bien au service des administrés, mais certainement pas à leur côté. Quand je débarquais pour aménager des jardins, j'étais vécu comme un piétineur de plates-bandes. Au début des années quatre-vingt-dix, Simone Noailles, adjointe emblématique de Chaban-Delmas, m'a chargé d'accompagner le projet des Aubiers³, à Bordeaux. Elle a dû imposer mon premier rendez-vous avec M. Ponzo,

3 Cité située au nord de Bordeaux, bâtie dans les années soixante-dix selon des préceptes modernistes, mais qui s'est rapidement paupérisée. Elle comprend environ 4 500 habitants, aux origines très diverses, dont beaucoup de jeunes.





directeur des services espaces verts. Il m'a reçu enfin, après plusieurs mois de démarche, pour m'annoncer, dès le début du rendez-vous: « bon, on s'est vu, on n'a rien à se dire, vous pouvez repartir... » Opiniâtre, je suis resté collé au fauteuil, et nous avons parlé pendant plus d'une heure. Ce n'était pas gagné pour autant: pour la première tranche de 24 parcelles, il a freiné des quatre fers. Sans la forte personnalité de M^{lle} Noailles et, je crois, mon entêtement, rien n'aurait été possible.

La suite, alors ?

On est ensuite passé à la deuxième tranche, et d'autres services se sont montrés réticents. Pour avoir constaté les bienfaits de l'expérience, et sur le thème de la continuité du projet, le même M. Ponzo s'est alors avéré un avocat précieux. Il faisait partie de cette génération de responsables de services espaces verts qui luttait contre les bétonneurs de la ville, ces urbanistes qui minéralisaient le moindre espace comme des forcenés, en particulier dans les quartiers populaires. Ce militant à sa façon défendait la nécessité des espaces verts dans la ville. En contrepartie, il lui fallait proposer des aménagements fonctionnels aussi nets que le goudron pour se conformer au style urbanistique de l'époque, d'où la pelouse, les alignements de peupliers et les haies basses bien taillées.

Du vert mais pas drôle pour deux sous. Qui a commencé à proposer du neuf ?

À Nantes, un autre grand directeur des services espaces verts, Roland Jancel, a marqué le paysage de la ville, remportant cette guerre contre le tout minéral urbain. Et puis il a passé la main à Jacques Soignon, un des ingénieurs de son service. De la lutte contre les bétonneurs, on est passé en douceur à un aménagement de qualité, plus vivant et impliquant les habitants. Nantes est une ville exemplaire avec ses parcs de prestige





et son fleurissement créatif, mais aussi avec des parcs publics potagers ou des jardins d'habitants intégrés dans des squares de centre-ville comme celui du Lait de mai⁴. Jacques Soignon est assurément un des pionniers des jardins partagés. Il a participé au premier forum national des jardins partagés, organisé en 1997 à Lille. Ce forum fut fondateur du réseau Jardin dans tous ses états. Le deuxième s'est tenu à Nantes en 1999. C'est grâce à de telles personnes, ouvertes et généreuses, que culture militante et culture technique institutionnelle ont pu coopérer.

En quoi votre pratique à tous a-t-elle représenté un atout, et rencontré un plus grand intérêt ?

Il faut se rappeler le contexte de la crise sociale de ces années-là. L'exclusion était devenue un phénomène très préoccupant, tout comme le cadre de vie dégradé des quartiers populaires. Le RMI, créé pour être provisoire, durait. Nos jardins étaient des éléments très concrets pour répondre à ces préoccupations. Dans le même temps, le souci écologique commençait à se diffuser au-delà d'un cercle d'initiés. De multiples initiatives de jardins germaient — surtout dans le Nord — autour de l'éducation à l'environnement et de la préservation de la biodiversité. Le forum de Lille en 1997 a vu ainsi la rencontre entre ces deux mondes de militance — sociale et écologique — avec pour terrain d'action et d'expérimentation les jardins partagés. Beaucoup de décideurs sentaient bien que c'était du côté de l'implication des habitants qu'il fallait travailler. Nous étions aussi en pleine décentralisation. Nos jardins collectifs illustraient parfaitement la notion de développement de proximité, face à une politique sociale globale plutôt désincarnée.

4 Implanté à la place de quelques immeubles insalubres après débat avec les habitants du quartier, puis conçu en concertation, ce jardin public porte ce joli nom en référence à une ancienne fête populaire locale. Son originalité est d'associer les équipements classiques d'un square, pelouse, arbre, pergola ombragée, fontaine, jeux d'enfants, avec une zone dédiée aux habitants, le plus souvent des mères de familles, qui cultivent des fleurs et peuvent surveiller les enfants d'un coup d'œil.





À quand fais-tu remonter le changement de mentalité des responsables de services espaces verts ?

Je pense que c'est avant tout une question de génération. La nôtre est préoccupée par la préservation de la planète, et nos enfants le seront probablement plus encore. S'il est vrai que la génération des soixante-huitards a été celle de la liberté des mœurs et du féminisme, ceux qui en font partie ont consommé comme jamais et ils font encore la vaisselle avec 40 litres d'eau chaude ! Les habitudes sont prises, et difficiles à combattre. Pour caricaturer, l'ancienne génération des responsables techniques d'espaces verts était intransigente sur la qualité de la verdure des pelouses : pas question de les piétiner, des arrosages à outrance et une bonne dose de nitrates pour satisfaire les présumés besoins de la population en moquette verte... Les responsables d'aujourd'hui ont un budget limité et plus de conscience écologique. La pâquerette n'est plus une mauvaise herbe dans la pelouse, mais une touche de naturel désirée. Ils optent pour des graminées moins assoiffées que le ray-grass anglais, limitent les tontes et laissent, de-ci de-là, les herbes folles animer l'espace. C'est une illustration de la gestion différenciée.

On quitte le domaine du fantasme, le parcours de golf hollywoodien, pour la réalité, à savoir une pelouse avec trèfle et pâquerettes. Il était temps ! Mais ne nous moquons pas car il a fallu pas mal d'audace à ces initiateurs. Notamment pour convaincre leurs collègues...

Depuis que je forme des groupes de techniciens, j'ai constaté une évolution rapide des mentalités. Les premières fois, la crainte d'un « bidonville vert » était telle que je passais pour un farfelu. Ensuite, ils sont passés au thème pratique : « comment discuter avec les habitants, animer une réunion ? » Mais je me suis aperçu que certains vont vite en besogne, et souhaitent accaparer le mouvement à leur profit. Il n'y a pas très longtemps,





un responsable de services espaces verts d'une ville dont je tairai le nom a trouvé spontanément (?) très opportun d'aménager des jardins partagés sur une zone. Tout simplement pour ne plus avoir à entretenir cet espace, vécu comme une galère par ses agents. Il se voyait déjà menant tout un groupe d'habitants redevables et obéissants, volontaires pour des gentils chantiers de nettoyage du site.

C'est une tentation forte pour limiter les coûts d'aménagement, mais il est évident que cette dernière raison ne doit pas justifier n'importe quoi. Passons maintenant aux élus. Après 20 ans où tu as côtoyé des élus de tous bords, comment les considères-tu ?

Pour avoir vu de près le poids de leurs responsabilités, je les estime beaucoup. Ceux que je côtoie sont des pragmatiques, et ils ont vraiment envie d'améliorer le cadre de vie de leurs concitoyens. Ils sont souvent ambitieux de bonnes choses et en même temps, comme nous tous, habités de préjugés. À noter, et tant pis si je ne fais pas que des amis : les plus conservateurs ne sont pas forcément là où on les attend. Cela n'a rien à voir avec la couleur politique. Pour moi, l'interlocuteur élu idéal est une femme, au fait de la réalité quotidienne, ayant déjà un mandat d'expérience pour s'approprier les rouages de la machine institutionnelle, et pas plus de trois pour éviter conservatisme et renoncement. Mais ce n'est pas moi qui les choisis... ou seulement dans mon village!

Le fait qu'il y ait plus de femmes parmi les élus a donc du bon pour tes projets de jardin collectif ?

Il est beaucoup plus facile de travailler avec elles. Elles voient d'instinct comment un jardin peut améliorer concrètement le quotidien : cueillir une salade à la dernière minute quand on rentre du travail ; illuminer l'ambiance de la maison avec un





petit bouquet d'œillelets ; prendre du temps avec les enfants pour courir après les coccinelles. Ces petites choses très concrètes leur parlent facilement, et débouchent sur des thèmes généraux tels que la santé publique, l'apaisement dans les familles et l'éducation à la nature, pour reprendre ces trois exemples.

Les femmes savent aussi que ça se passe mieux en causant, que la parole et l'échange contribuent à explorer toutes les perspectives d'un projet. Elles n'ont pas peur de dire une bêtise, quitte à la corriger. L'essentiel étant qu'à la fin de la conversation, la trame du projet tienne compte de toutes les craintes et de tous les désirs du groupe. Elles confrontent, adaptent et appliquent leur réflexion. C'est une façon de faire très proche de notre méthodologie de projet où, dans un cadre donné, la concertation permet l'émergence du jardin partagé.

Sur quoi étaient fondées les pires appréhensions des élus en face de ces nouveaux projets ?

En premier, le sordide : « ils ne sauront pas travailler, ces faïnésants... » Face à une telle invective, la binette vous tombe des mains. Heureusement, j'ai vu ces mêmes élus devenir partisans de la démarche dès qu'ils ont constaté le travail concret des jardiniers. Concernant l'objectif d'insertion, cette valeur « travail » change le regard sur les exclus. Dans un village, je me suis trouvé en présence d'une équipe de RMistes râleurs dans une réunion organisée en présence du maire. L'objectif : envisager de créer un jardin collectif. Une des femmes disait de façon provocante : « La terre n'est pas pour moi. Elle est trop basse. » Imagine la tête du maire ! Une semaine après, il la croise au jardin, étonné qu'elle soit là. Il lui demande : « Alors, la terre n'est plus basse ? » Ce à quoi elle a répondu : « J'ai appris à me baisser. » Quand le maire a raconté cette anecdote à la Commission locale d'insertion, l'instance décidant du financement de la poursuite de notre action, notre plaidoyer était fait...





J'imagine que l'appréhension la plus commune est aussi celle du saccage et du vandalisme ?

Elle est effectivement partagée par tout le monde : élus, techniciens et habitants. Avec un fondement de réalité, et j'ai appris qu'il ne fallait pas la minimiser. Je reste toutefois surpris que les techniciens soient les plus réticents à surpasser cette crainte légitime alors qu'ils ne seront pas en première ligne, pour une fois. Avec des trémolos, ils me parlent de leur massif pillé, du vandalisme récurrent sur leur parc public. C'est un réel traumatisme pour eux. Mais si on creuse un peu, on s'aperçoit qu'il faut diviser les chiffres par cinq. Loin de rester les bras ballants, les agents du terrain développent de multiples stratégies pour atténuer ce phénomène, comme de réparer sans tarder ou de rendre plus visibles les espaces à protéger. Tout cela devrait les aider à surmonter cette appréhension, mais rien n'y fait. Du coup, je me dis que la réalité des vols cache autre chose. N'est-ce pas toi qui m'as indiqué un jour que, parfois, les premiers à se servir en plants étaient les agents eux-mêmes ? Ils prévoient toujours d'en produire un peu plus, histoire de contrer le vandalisme réel. Pour ne pas gâcher le surplus, ils se l'approprient. Un cercle vertueux, ou vicieux, selon l'angle où l'on se place.

Il s'agit essentiellement d'un processus tacite et collectif de protection vis-à-vis de suspicions ou d'enquêtes internes. Avec, pour conséquence malheureuse, la dénonciation auprès des élus d'un vandalisme largement exagéré, qui alimente donc le fantasme collectif. J'ai été dans le jury du fleurissement pendant une douzaine d'années, et je peux garantir que, chaque fois qu'on nous a servi l'argument du vandalisme, c'était pour cacher la médiocrité des réalisations. A contrario, le beau et l'utile sont respectés.

Je te rejoins pleinement là-dessus. Jacques Soignon m'a indiqué un jour que, grâce à la présence de jardins partagés dans les





parcs publics de Nantes, il avait moins de vandalisme à gérer. La surveillance des jardiniers bénévoles éloignait les vandales en culotte courte ou à quatre pattes. Tel que je le connais, il doit donner des plants aux jardiniers amateurs, autant de stock qui n'est pas considéré par le service comme chapardé. Mais le mythe de la mamie à géraniums, pilleuse des plates-bandes de la ville, a la vie dure.

Quand une opération ne réussissait pas, quelles en étaient les causes principales ?

Globalement toujours les mêmes : lorsque la notion de concertation n'est pas admise véritablement mais seulement du bout des lèvres ; ou encore quand la volonté politique manque pour dépasser l'appréhension que l'on peut ressentir naturellement avant de mettre en œuvre des aménagements innovants dans des quartiers populaires.

Pour aller à la rencontre des gens, il faut réunir les conditions du possible : la volonté clairement exprimée de la collectivité territoriale, plus... un terrain. Des fois, nous sommes allés trop vite. L'engagement de la commune n'était porté que par un seul élu, le plus souvent chargé du développement social, ou encore le terrain pressenti n'était pas la propriété de la collectivité.

Un exemple ?

Aix-en-Provence, à la cité Corsy : la spéculation immobilière et le changement de majorité municipale, qui a modifié les priorités, ont fait qu'un de nos projets n'a pas pu aboutir malgré tout le travail de concertation préalable. Mais cette situation est exceptionnelle et commence à dater. Elle n'en demeure pas moins très décevante.





J'imagine. Il ne vous est jamais arrivé de renoncer de votre propre chef, alors ?

Une seule fois, nous avons proposé de ne pas poursuivre l'idée de jardin après avoir frappé à toutes les portes d'un petit quartier. Des gamins jouaient au pied des immeubles, devenus de véritables caisses de résonance. Les habitants étaient exaspérés par le bruit engendré par ces jeux de balles et, du coup, pas à l'écoute d'un rêve de jardin. C'était notre deuxième porte-à-porte, à la fin des années quatre-vingt.

Depuis, nous avons appris à concentrer nos premiers contacts avec les habitants sur l'idée de jardin, et non sur l'ensemble des difficultés rencontrées dans le cadre de vie du quartier. Une fois la concertation réalisée, le projet va en général jusqu'au bout, même si je n'ai jamais connu de programme sans anicroches, qu'elles soient politiques, techniques ou simplement financières.

Est-il arrivé qu'il y ait du grabuge après les inaugurations ? Des exemples où il y a du tapage après l'inauguration de jardins familiaux, vis-à-vis du voisinage en particulier ?

Grabuges ou tapages sont des termes largement exagérés. De toute façon, les réactions négatives du voisinage, quand il y en a, se manifestent toujours en amont, avant même que ne pointe la moindre cabane de jardin. Sur un autre projet d'Aix, mais qui s'est réalisé, lui, à la Petite Thumine, deux ou trois mauvais coucheurs avaient écrit au maire de l'époque pour évoquer toute leur hostilité à voir venir des gens de la cité d'à côté cultiver à proximité de leurs propres jardins. Ils redoutaient le tapage nocturne et la fumée des barbecues. Le maire a envisagé de stopper le projet, hypothèse rapidement écartée compte tenu de l'espoir soulevé par un an de concertation auprès de 80 familles. Nous avons proposé que les familles candidates rencontrent sur le terrain les riverains du futur site. Les jardins





de ces derniers contenaient un peu de potager, des barbecues, des tables de pique-nique et des balançoires.

En somme, ils correspondaient, en un peu moins utilitaire peut-être, à ce dont rêvaient les habitants des logements sociaux. Mêmes envies...

Exactement. Deuxième constat : les personnes ainsi mises physiquement en présence oubliaient leurs préjugés caricaturaux sur le bourgeois égoïste ou les cas sociaux des HLM, et bavardaient du choix de la Lune pour semer les radis ou du petit dernier qui a porté son dévolu sur un pied de framboisier et en profite pour repeindre en pourpre son tee-shirt. Le jardinage reste une activité paisible pour les humains, où les barrières sociales s'estompent vite. Chacun a admis que des règles de bon voisinage étaient indispensables, et aucun ne voyait de difficulté à ce qu'elles soient respectées. Et depuis lors, tout se passe pour le mieux.

Voilà qui rend optimiste. Jamais de mauvaise surprise, donc ?

Ce serait trop beau. Le plus choquant pour moi a été l'ambiance d'une réunion d'explication avec les riverains d'un site pressenti à Grenoble. Principalement des habitants d'un immeuble en copropriété, qui avaient une vue assez éloignée sur la partie du parc public laissé un peu à l'abandon et qui allait recevoir les potagers à bâtir. Tirant parti de l'expérience aixoise, j'avais proposé aux élus d'inviter ces personnes à une rencontre avec les futurs jardiniers. Ils ont préféré s'abstenir de le faire. Aujourd'hui encore, je le regrette, mais je le comprends aussi, au vu de la violence des propos tenus par ces riverains lors de cette première réunion d'explication.

Face à l'exposition d'aménagements assez réussis et mon témoignage des expériences précédentes, leur discours était, dans les grandes lignes : « Vous dépréciez notre propriété à cause des





pauvres. Leurs enfants vont faire du bruit. Vous salopez notre paysage... » sans compter les propos aux relents parfois racistes. Ces arguments étaient si fallacieux que les élus ont quand même décidé de lancer le projet, en mettant dans la balance les envies exprimées parmi les 4 500 habitants de la cité. C'était déjà un parc public et il l'est resté, en accueillant simplement des massifs potagers. Le projet s'est donc fait. À ma connaissance, il ne cause aucun souci de voisinage. Seule concession à ces ronchons, un alignement d'arbres était envisagé pour cacher les jardins à leurs yeux. J'ignore s'ils ont été plantés en fin de compte. Mais ce que je sais, c'est que les élus ici ont assumé leur choix politique.

Est-ce que cela vous est arrivé de refuser des projets chez SaluTerre, et pourquoi ?

Oui, cela nous est arrivé, mais pas récemment. Souvent, on nous demande d'écrire des règlements ou des statuts associatifs avant d'aller en discuter avec ceux qui seront chargés de les appliquer. Cette volonté de tout maîtriser d'avance est vraiment très ancrée chez certains, alors que nous considérons que l'imprévu fait partie de l'aventure. À chaque fois que l'imprévisible est surmonté de façon coopérative, il consolide le groupe. Plus nous assemblons de compétences et de fonctions autour d'un projet, mieux les problématiques, réelles et non fantasmagiques, sont résolues.

Le plus étonnant est que, lorsque Franck David ou moi nous disons non à un interlocuteur, celui-ci s'accroche un peu plus. Bien sûr, nous expliquons le pourquoi de notre refus : la nécessité de concerter, d'impliquer les habitants, la cohérence de la démarche de développement durable... Nous invitons notre interlocuteur à revoir sa manière de brûler les étapes et, assez souvent d'ailleurs, cela aboutit à ce que nous acceptions d'accompagner le projet, mais revu.





On se croirait dans un film américain : le shérif qui semble renoncer avant finalement de remplir sa mission réputée impossible... Vous êtes vécus comme des sauveurs ?

Tu t'emportes ! On y va plus en douceur et modestement. Quasiment à chacun de nos contacts, nous envisageons de quelle façon notre interlocuteur pourrait se passer de nous. Comme le disait Coluche : « Dites-moi de quoi vous avez besoin, je vous dirai comment vous en passer ! » Notre rôle est de faciliter au maximum, mais pas de faire à la place. Nous essayons donc d'évaluer les ressources locales. Voilà pourquoi nous tentons, à chaque fois que c'est possible, de transférer notre méthode de travail à une équipe locale, autant en conception d'aménagement qu'en animation de réunions. La façon la plus pédagogique que l'on ait trouvée consiste à faire ensemble une première fois. Lors des projets suivants, nous essayons d'intervenir simplement sur les aspects pointus, quand il y en a, ou en apportant un regard bienveillant sur la démarche.

Est-ce qu'il y a des projets de jardins où vous avez été mis en concurrence ?

On nous met parfois en concurrence avec la Fédération nationale des jardins familiaux et collectifs⁵, mais ils n'ont pas du tout les mêmes méthodes que nous. Par ailleurs, leur ancienneté d'implantation dans certaines régions fait que nous y sommes rarement contactés pour accompagner des projets de jardins. SaluTerre répond aussi à des appels d'offres de collectivités. C'est souvent dans notre réponse que nous introduisons la notion de concertation, car elle est très rarement présente dans le cahier des charges. Quand nous sommes lauréats d'un projet, c'est grâce à notre méthode. Pour le reste, SaluTerre est un bureau d'études à la technicité comparable aux autres,

⁵ Avec l'association des Jardiniers de France et le Jardin du cheminot, la FNJFC regroupe les jardins ouvriers, créés depuis les années 1880, et devenus familiaux vers 1950.





avec une spécialisation qualitative autour du développement durable à des coûts abordables. Par exemple, nous étudions les documents de consultation des entreprises avec deux préoccupations : que les marchés d'équipements des jardins soient fructueux, et que les entreprises du secteur de l'économie sociale et solidaire puissent concourir sans exploser les budgets des collectivités. On arrive même parfois au résultat contraire, à l'étonnement de tous.

Quels sont les projets non émanant de vous qui t'ont plu ?

J'en citerai trois. J'ai déjà évoqué le parc potager de la Crapaudine, à Nantes. Le service espaces verts et les habitants sont partis d'une page blanche, ou plutôt vert uni, pour aboutir à un site dont les espaces collectifs sont ouverts aux joggers, aux parents avec poussette, aux curieux sans aucune barrière, ni contraintes. L'association des jardiniers anime régulièrement des fêtes ouvertes à tous les habitants. Les jardiniers cultivent leurs bonheurs de tous les jours, qui se traduisent sous forme de coulis de framboises, de salades de haricots verts et de bouquets de marguerites.

Autre exemple : à Auch, dans le Gers, Andrew Anderson relayé ensuite par Philippe Caseau, de l'association Regar, a construit lui-même avec les jardiniers tout un site de jardins familiaux. L'intelligence pratique mise au service du jardinage écologique. Avec le recul et l'expérience, je pouvais voir beaucoup d'améliorations possibles. Mais la capacité d'aménager avec un budget proche de pas grand-chose m'a épaté. Comme quoi, avec trois fois rien, de l'émulation, de la créativité et du travail, le paradis est à portée de main.

Enfin, me vient à l'esprit un des sites proche de l'hôtel de ville de Meylan, en Isère. Je l'ai vu il y a déjà quelques années, et il m'a rassuré sur la possibilité de proposer des petites parcelles sans faire fuir les jardiniers. L'organisation autour de la cabane pour tous m'a convaincu : ils avaient trouvé un équilibre entre





collectivisme et individualisme. Le jardin servait de circulation piétonnière entre la mairie, la faculté de pharmacie — selon mon souvenir — et une zone d'habitat social. Je sentais dans cette liaison, qui passe devant la terrasse de la cabane continuellement investie par un ou deux jardiniers, une illustration du lien social plus ou moins informelle, mais bigrement efficace.

Sur quels points l'expérience acquise au fil des années est-elle la plus pertinente ?

La capacité d'écoute. Avec le temps, et un peu de formation, j'ai appris à refréner mon côté boy-scout, pour mieux écouter le désir de mes interlocuteurs, qu'ils soient élus ou candidats jardiniers. Mon rôle consiste à faire émerger les désirs, à les rendre possibles. Entre autres défauts, j'ai une fâcheuse tendance à me projeter très vite à la place des autres. Aujourd'hui, je m'efforce de laisser le temps à mes interlocuteurs d'imaginer d'eux-mêmes le cheminement du projet. Mon travail consiste alors à m'assurer qu'ils explorent tout le champ du possible, avant de se déterminer pour tel ou tel projet. Souvent, je me présente comme un semeur d'envies de jardiner. C'est plus poétique que « consultant en ingénierie de projet de jardin partagé » et, surtout, cela a plus de sens.

Et quel impact sur les projets eux-mêmes ?

Je pense aujourd'hui que, quand l'idée d'un jardin surgit quelque part, il est important de la faire éclore sans modération. Je m'explique. J'ai souvent vu des projets devenir un peu bancals parce que leurs initiateurs s'étaient autocensurés.

Par exemple, des assistants sociaux, parce qu'ils n'ont pas su ou pu interpellier les aménageurs urbains, se contentent de créer un jardin dans un coin de la cour du centre social. Le confinement, un mauvais sol, un ombrage important, et le jardin végète. Les jardiniers se découragent. Un cercle vicieux s'installe...





...et l'on n'a plus d'envie de trouver des solutions, même à plusieurs et dans un bon esprit. Cela me fait penser à cet architecte qui s'est acharné à installer des rosiers grimpants sur chaque étage d'une faculté ultramoderne. Jolie idée, mais sans penser à leur donner du treillage à garnir. Du coup, le recteur les fait rabattre chaque printemps, et ce seront bientôt des bonsaïs !

Un jardin doit être luxuriant pour qu'il donne envie de s'y investir, tout comme un cuisinier rondouillard rassure sur la qualité de ses menus. Bien sûr, dans un premier temps, il faut faire ses preuves. Alors, il ne faut pas lésiner sur la qualité du projet, quitte à faire petit, mais efficace. Une bonne mobilisation jouissive des habitants, un emplacement gorgé de soleil, facile d'accès, à la vue de tous, une profusion de matière organique, de l'eau sur place... Tels sont les ingrédients de la réussite d'un jardin partagé, en ajoutant à la recette un cadre de vie du groupe des jardiniers et la garantie de ce cadre : l'animation du projet. C'est bien grâce à la qualité de la vie du groupe que germent tous les petits bonheurs que nous venons de décrire.

Comme tout le monde, tu portais aussi des fantasmes, des utopies. Desquels t'es-tu débarrassé définitivement ?

La première a été celle de l'autosuffisance complète. Avec le temps, cela semble un peu ridicule, mais j'imaginai pouvoir créer des unités d'autonomie alimentaire complète. Je conserve un regret, celui de n'avoir jamais réussi à faire admettre officiellement la présence de clapiers ou de poulaillers. À Mérignac, quand nous avons visité le quartier Beaudésert avant sa rénovation complète, il y avait un grand nombre de poulaillers. Nous y avons créé un site de jardins familiaux, mais sans pouvoir faire perdurer ces petits élevages. Il y a une vraie appréhension à leur égard, et la grippe aviaire n'a pas facilité les choses. Pourtant le lapin, à condition qu'il soit enfermé, est un excellent broyeur de





fanés de maïs et de haricots. Il valorise les restes de pain sec et les herbes indésirables. Il produit un fumier plus qu'honorable. Il valorise aussi les carottes du potager, mais dans la cocotte cette fois-ci...

Rien à voir avec les lapins sauvages, aussi néfastes qu'une compagnie de campagnols ! J'en ai vu pulluler en proche banlieue, au désespoir des jardiniers qui n'avaient trouvé comme remède que de transformer leur parcelle en Fort Knox grillagé sur tous les côtés... parfois en y enfermant par mégarde les gambadeurs !

Plus sérieusement, mon autre grande utopie concernait la capacité d'autorégulation des jardiniers. En bref, nous aménageons un jardin collectif et les gens trouvent spontanément et durablement des modes de relations coopératives... Eh bien non : il faut un cadre, certes discuté entre tous les acteurs, mais un cadre quand même. Ce cadre détermine le pourquoi, le quoi, le quand et le qui fait quoi et comment. Lorsque le groupe a répondu à ces questions, assez simples mais qui réclament une bonne animation de réunions, il faut que certains assument de garantir le cadre. Ce rôle est conditionné à une véritable compétence d'animation, même sans titre. C'est la limite de la démocratie participative. Lorsque le cadre s'estompe, il y a toujours quelques personnes en mal d'autorité qui accaparent cette responsabilité. Nous avons connu des sites qui, malgré une mobilisation et une concertation abouties, ont sombré dans une forme d'autoritarisme au détriment de l'esprit dans lequel le projet avait été conçu. Cette dérive n'est possible que par l'abandon, de la part des représentants de la collectivité, de leur rôle de garants de l'intérêt général, au profit d'une gestion la plus tranquille possible du site. La mauvaise excuse étant de croire qu'en déléguant complètement cette gestion, on fait preuve d'un bel exercice de la citoyenneté.





Demain

